



VICE-PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

**MOT DE S.E.M. DANIEL KABLAN DUNCAN,
VICE-PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE**

**A L'OCCASION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU PAM A ROME:**

Version n°4

**Auditorium du Siège PAM
Via Cesare Giulio Viola Parco Dei
Le 25 Février 2019**

- **Monsieur le Président du Conseil d'Administration du PAM ;**
- **Monsieur le Directeur Exécutif du PAM ;**
- **Mesdames et Messieurs les Ministres ;**
- **Excellences, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et Membres du Corps Diplomatique;**
- **Mesdames et Messieurs les Directeurs Régionaux du PAM ;**
- **Madame la Représentante Résidente du PAM en Côte d'Ivoire ;**
- **Mesdames et Messieurs les Représentants pays du PAM ;**
- **Honorables invités ;**
- **Mesdames et Messieurs.**

C'est avec un grand honneur et aussi un réel plaisir que je prends part, au nom du Président de la République de Côte d'Ivoire, **Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA**, au **premier Conseil d'Administration du Programme Alimentaire Mondial au titre de l'année 2019**.

Je voudrais adresser nos sincères remerciements à **Monsieur Zoltán Kálmán**, Président sortant du Conseil d'Administration du PAM et à Monsieur **David Beasley**, Directeur Exécutif, pour l'honneur qu'ils font à notre pays, la Côte d'Ivoire, en me permettant de prendre part à cette importante rencontre, en tant qu'invité spécial.

Monsieur le **Directeur Exécutif**, nous saluons **votre leadership**, votre engagement personnel et la synergie d'actions avec les autres partenaires à conduire dans le monde, l'élimination de la faim et de la malnutrition sous toutes ses formes, comme le stipule **l'ODD 2**.

Il me plaît à cet égard, Monsieur le Directeur Exécutif, de vous traduire toute notre gratitude **pour l'appui constant et multiforme de votre institution** à notre pays depuis plusieurs décennies, notamment dans les domaines de l'alimentation scolaire, de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

A cet effet, Je voudrais saluer l'excellence du partenariat entre le PAM et notre pays, à travers sa représentation locale et régionale qui s'est traduit ces quatre dernières années par un appui constant à l'élaboration du **Plan National Multisectoriel de Nutrition (PNMN) 2016-2020**, à l'élaboration de la

Politique Nationale 2018-2025 de l'Alimentation Scolaire, de son Plan Stratégique 2018-2022, à la conduite de l'Examen Stratégique Faim Zéro et à l'élaboration de la feuille de route pour l'élimination de la faim et de la malnutrition en Côte d'Ivoire à l'horizon 2030.

Nous apprécions cette marque de confiance qui s'est également traduite par le choix qui a été porté sur notre pays **pour abriter, en février 2018**, la réunion biannuelle des Directeurs et Représentants pays du PAM de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, puis en octobre 2018, **le premier Centre d'Excellence africain pour l'élimination de la faim et la malnutrition et enfin en mars 2019, la Journée Africaine de l'Alimentation Scolaire.**

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Le recul de la faim et de la malnutrition a été **intolérablement lent et inégal** selon le constat fait lors de la deuxième Conférence Internationale sur la Nutrition, en novembre 2014, 22 ans après la première conférence en 1992. Il est à noter que ces deux conférences se sont tenues à Rome. Il est aussi à souligner que la faim et la malnutrition frappent **notre région, nos pays respectifs avec acuité.**

En effet, **la malnutrition chronique** ou retard de croissance, indicateur de pauvreté, affecte en Afrique, **30,3%** de nos enfants de moins de cinq ans. En outre, la sous-alimentation et l'insécurité alimentaire connaissent une hausse sans précédent, en Afrique subsaharienne avec plus de **23%** de la population en insécurité alimentaire et **21%** en sous alimentation.



Le changement climatique, l'érosion des sols, les crises socio-politiques, l'explosion démographique et le faible accès aux services sociaux de base sont autant de facteurs qui les déterminent. Ces réalités font de l'alimentation et de la nutrition une préoccupation et un enjeu majeurs pour nos sociétés et surtout pour les générations futures.

Nous devons nous unir, gouvernements - entités publiques et privées des différents secteurs ; et coordonner nos efforts pour améliorer cette situation en vue d'atteindre nos objectifs nutritionnels et de sécurité alimentaire.

Nous saluons cette prise de conscience tant au niveau international, régional que national. Nous saluons toutes ces initiatives et rencontres qui permettent d'avancer sur la problématique de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Il s'agit entre autres de :

- 1- la création du **Mouvement Scaling Up Nutrition** en abrégé **SUN**, pour le renforcement de la lutte contre la malnutrition, lancé en 2010 par le Secrétaire Général des Nations Unies ;
- 2- la deuxième Conférence internationale sur la nutrition en 2014 ainsi que la décennie d'action pour la nutrition ;
- 3- la stratégie régionale africaine de la nutrition 2015-2025 de l'Union Africaine (**UA**) ;
- 4- l'initiative des leaders africains pour la nutrition et le plan d'action de la Banque Africaine de Développement (**BAD**) ;
- 5- le réseau de prévention et de gestion des crises alimentaires ;

- 6- le comité de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition ;
- 7- le Forum pour la Révolution Verte en Afrique (**AGFR**).

Nous nous réjouissons, au moment où l'Afrique prend la pleine mesure de ce qu'elle ploie sous le fardeau de la faim et de la malnutrition, de **la nomination de l'Égypte** à la tête du Conseil d'Administration du PAM.

- **Excellence Monsieur Hisham Mohamed Moustapha Badr**

Je voudrais donc, saluer votre élection en qualité de Président du Conseil d'Administration du Programme Alimentaire Mondiale. Cette élection honore l'Afrique au moment où dans le cadre de l'ODD2, elle renforce les politiques contre la malnutrition et la faim. Veuillez recevoir nos vives félicitations et tous nos encouragements pour mener à bien cette nouvelle mission.

Monsieur Zoltan Kalman, Président du Conseil d'Administration sortant du PAM, je voudrais également vous adresser nos félicitations les plus appuyées pour l'important travail accompli par votre institution au cours de votre mandat. Avec l'ensemble des membres du Conseil d'Administration, vous avez fait progresser sensiblement l'action du PAM dans le monde.



Excellences, Mesdames et Messieurs,

En Côte d'Ivoire, nous enregistrons une amélioration de la prévalence de **la malnutrition** chronique passant de **29,8%** en 2012 à **21,6%** en 2016, pour un seuil acceptable de **20%** selon l'OMS.

La sous-alimentation a légèrement baissé, de **17,6%** à **15,4%** sur la période **2000-2015**, avec une projection attendue de **12%** à l'horizon 2030.

L'insécurité alimentaire modérée est la forme la plus répandue en milieu rural ivoirien et touche **10,8%** des ménages selon les données de **2018**. L'accès aux aliments constitue la principale cause de l'insécurité alimentaire. Cependant, la disponibilité alimentaire bien qu'elle soit globalement satisfaisante au plan national, elle est soumise à **des pertes post récolte et post capture** variant de **30%** à **40%** dues à de faibles capacités de conservation et de transformation de nos produits.

Conscient de l'enjeu de la sécurité alimentaire et de la sécurité nutritionnelle des populations, le Gouvernement ivoirien, sous la haute égide du Président de la République, a fait de la lutte contre la faim et la malnutrition une priorité nationale. Cette vision s'est traduite dans **les Plans Nationaux de Développement (PND) de 2012-2015 et de 2016-2020** et à travers les plans sectoriels notamment : **(i) le Plan National de Développement Sanitaire (PNDS), (ii) le Plan National d'Investissement Agricole (PNIA II), (iii) le Plan Stratégique de Développement de l'Elevage, de la Pêche et de l'Aquaculture (PSDEPA), (iv) la Stratégie Nationale de**

l'Alimentation Scolaire, et (v) la Stratégie Nationale de protection Sociale.

Ainsi, **la faim et la malnutrition sont au cœur** de la problématique de la **lutte contre l'extrême pauvreté** et de la promotion de la prospérité partagée, en tant que dimension importante du **développement social et humain**.

Au-delà des politiques et plans sectoriels en matière de lutte contre la faim et la malnutrition et au regard de la complexité du problème résultant de facteurs multiples, le Gouvernement s'est déterminé à agir à travers une action multisectorielle, coordonnée dans le cadre :

- (i) du **Plan National Multisectoriel de Nutrition**, pour la période **2016-2020** et ;
- (ii) **de la feuille de route 2018-2025** pour l'accélération de l'atteinte des cibles **de l'ODD2**, visant l'élimination de la faim et de la malnutrition.

Pour rappel, le pays a adhéré au Mouvement « **Scaling Up Nutrition-SUN** » pour le renforcement de la nutrition, à l'occasion du sommet du **G8 tenu à Londres en juin 2013**. Ainsi dans le cadre de la lutte contre la malnutrition, le Gouvernement s'offre un important levier pour mettre en œuvre une stratégie **multisectorielle efficace**. A cet effet, la convergence des politiques et des initiatives opérationnelles dans une synergie d'actions, devrait se traduire par une meilleure valorisation des acquis tangibles des politiques

sectorielles mises en œuvre par le Gouvernement, dans la quête d'un **état nutritionnel plus satisfaisant**.

Reconnaissant ainsi que les causes de la malnutrition sont multifactorielles, pluridisciplinaires et affectent plusieurs secteurs de développement, **le Président de la République, S.E.M Alassane OUATTARA, a créé en juillet 2014, le Conseil National pour la Nutrition (CNN)**, plateforme multisectorielle et multi acteurs. L'ancrage institutionnel du Conseil National pour la Nutrition (CNN) et la coordination des initiatives majeures en matière de nutrition et de sécurité alimentaire ont été placés à la **Vice-Présidence de la République**. Dans ce cadre, le Vice-Président de la République a été désigné, en qualité de **Facilitateur National pour conduire l'Examen Stratégique Faim Zéro**.

Le caractère multisectoriel de la lutte contre la malnutrition y compris la lutte contre la faim implique **des investissements majeurs dans l'ensemble des secteurs clés**, notamment la santé, l'agriculture, les ressources animales et halieutiques, l'éducation de base notamment, celle de la jeune fille, l'autonomisation de la femme, la protection sociale, l'eau, l'hygiène et l'assainissement.

Dans le **domaine de l'agriculture**, le Programme National d'Investissement Agricole (**PNIA**) **II 2020-2025** d'un montant de **21,6 milliards de dollars**, après celui du **PNIA I 2012-2016** d'un montant de **4 milliards de dollars**, vise à accroître l'offre alimentaire et sa disponibilité en toute saison et en tout lieu. **L'accès des femmes et des jeunes au système de**

production à travers la sécurisation foncière devrait contribuer à renforcer leur autonomie tout en améliorant l'offre de production vivrière et animale au niveau des ménages.

Dans le **domaine de l'accès à l'eau potable et de l'assainissement**, des progrès appréciables sont également enregistrés depuis **2012**. La proportion de la population ayant accès de façon durable à une source d'eau potable est passée de **61% en 2012 à 82,5% en 2017** grâce à d'importants investissements. En ce qui concerne l'assainissement, cet indicateur est passé de **66% en 2015 à 81% en 2017**.

Dans les domaines **de la santé et de la protection sociale**, le **Président de la République, SEM. Alassane OUATTARA**, a décidé de faire de la Couverture Maladie Universelle (**CMU**) un axe majeur de la Politique Gouvernementale en vue de permettre à tous les ivoiriens d'avoir accès aux soins médicaux. L'objectif est d'atteindre un ratio de sécurité sociale à hauteur de **25% dès 2020**. Cette politique de sécurité sociale est renforcée par celle de **la gratuité des soins de santé pour les couches les plus vulnérables**.

En matière de lutte contre la pauvreté, le Gouvernement entreprend d'importantes actions notamment **la mise en place de filets sociaux** (transfert monétaire) et **le projet « une école, une cantine, un groupement »**.

D'importants investissements ont par ailleurs été réalisés pour mettre à niveau le système de santé, aux plans des

infrastructures, des équipements techniques, des ressources humaines et des moyens d'exploitation.

Dans **le secteur de l'électricité**, l'objectif est d'achever l'électrification de tous les villages de plus de **500 habitants** à fin 2019.

D'autres domaines ayant une incidence sur l'état nutritionnel de la population et la faim sont également pris en compte. Je voudrais mentionner notamment **la lutte contre le changement climatique, la recherche agronomique, le dividende démographique, l'autonomisation des femmes**, et de façon plus générale la lutte contre la pauvreté, la prévention des conflits et la bonne gouvernance.

Excellences, Mesdames et Messieurs, distingués invités.

En tant que **facilitateur de l'initiative Faim Zéro** dans lequel s'est engagée la Côte d'Ivoire, je puis vous assurer que le Gouvernement ivoirien ne ménage aucun effort pour la lutte contre la faim et la malnutrition de sa population.

Ainsi, dans le souci d'atteindre à l'horizon **2030 l'Objectif de Développement Durable 2 (ODD2)** visant à éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable, **le Gouvernement a conduit l'Examen Stratégique Faim Zéro (ESFZ)**. Cet examen nous a permis de faire l'analyse des politiques sectorielles en la matière et de dégager les forces et les faiblesses. Il a abouti à l'élaboration **d'une feuille de route en 2018 pour l'élimination de la faim et de la malnutrition à l'horizon 2030**. Les enjeux transversaux de la sécurité alimentaire et de

la nutrition, tels que l'égalité et l'équité des genres, la situation particulière des populations les plus vulnérables, ainsi que les questions relatives à l'environnement et au dividende démographique ont été pris en compte.

A travers cette feuille, le Gouvernement s'engage à :

- accélérer la mise en œuvre des programmes sectoriels de sécurité alimentaire pour réduire significativement les prévalences de la sous-alimentation et de l'insécurité alimentaire
- accélérer la mise en œuvre des activités spécifiques et sensibles de nutrition du PNMN (2016-2020) pour réduire considérablement la prévalence de toutes les formes de malnutrition
- accélérer la mise en œuvre de sous-programmes spécifiques du PNIA et du PSDEPA pour augmenter significativement la productivité agricole et le revenu des petits producteurs
- mettre en œuvre les programmes du PNIA et PSDEPA portant sur la gestion des effets du changement climatique en vue d'assurer la durabilité des systèmes de production alimentaire
- accélérer la mise en œuvre de sous-programmes spécifiques du PNIA et du PSDEPA pour assurer une gestion rationnelle de la biodiversité de la faune et de la flore.

A ce jour, au regard des actions entreprises par le Gouvernement et des résultats obtenus, nous sommes sur la bonne voie.

En outre, le Président de la République a clairement affiché sa volonté **d'accélérer l'action sociale du Gouvernement** dans l'optique d'une **meilleure répartition** des fruits de la forte croissance économique de 8 % par an sur la période 2012-2018. C'est dans ce sens que le Gouvernement s'est doté d'un important programme de renforcement de l'action sociale, PSGouv **2019-2020**, d'un montant total de **1,45 milliards de dollars US (727,5 milliards de FCFA)** en vue de consolider rapidement les acquis. La lutte contre la faim et la malnutrition constituent une dimension importante de ce programme social qui comprend les cinq (5) principaux axes suivants :

- **Axe 1** : Fournir aux populations, des services de santé de proximité et améliorer la protection sociale ;
- **Axe 2** : Renforcer les conditions d'accès et de maintien à l'école des enfants de 6 à 16 ans, notamment les jeunes filles, et améliorer les conditions d'étude et de vie des étudiants ;
- **Axe 3** : Favoriser l'accès des populations aux logements, à l'eau potable, à l'énergie, au transport, aux biens de grande consommation ;
- **Axe 4** : Accroître l'accès des jeunes ainsi que des femmes, piliers de nos familles et de nos communautés, à des revenus et à un emploi décent et stable ;
- **Axe 5** : Créer les conditions pour le bien-être des populations en milieu rural et assurer la sécurité alimentaire.

- **Excellences, Mesdames et Messieurs,**

Comme vous le savez, la Côte d'Ivoire **constitue une puissance agricole en Afrique de l'Ouest**, compte tenu de ses performances remarquables tant au niveau des cultures de rente que des cultures vivrières. L'objectif du Gouvernement est de conforter la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et de faire de **la Côte d'Ivoire l'un des greniers de la sous-région**.

Je voudrais relever que la Côte d'Ivoire, dans sa volonté de renforcer les acquis en la matière a manifesté sa ferme intention d'abriter le **premier Centre d'Excellence Régional contre la faim et la malnutrition pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre**.

L'installation en Côte d'Ivoire du **premier Centre d'Excellence de l'Afrique**, constitue le couronnement des démarches entreprises depuis **2017** et des efforts consentis par le Gouvernement en vue d'abriter ce centre. Je me félicite de **l'intérêt déjà suscité par des pays de la région** pour un partage d'expériences sur les acquis de la Côte d'Ivoire.

Ce centre permettra d'impulser aux pays voisins concernés, notamment de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, une dynamique dans ce combat en termes de **partage de bonnes pratiques et de leçons apprises** en matière de lutte contre la faim, la malnutrition et la pauvreté. Mieux, il permettra de répondre à la demande croissante de **renforcement des capacités**

nationales et régionales dans **un partenariat renforcé Sud-Sud** pour l'atteinte de l'ODD 2.

Compte tenu des grands défis de notre continent, je voudrais exhorter toutes les parties prenantes à être des acteurs du dynamisme de ce Centre d'Excellence, **le premier en Afrique**, après ceux **du Brésil et de la Chine**. La synergie d'actions avec l'ensemble des partenaires au développement sera le gage d'une forte mobilisation pour soutenir des solutions régionales novatrices en vue d'éliminer ce fléau dans notre région.

Je puis vous assurer que, sous la haute autorité **du Président de la République, Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA**, le Gouvernement ivoirien ne ménagera aucun effort pour soutenir le fonctionnement de ce « Centre ». Nous comptons aussi sur **l'engagement du PAM** à accompagner le Gouvernement ivoirien pour réussir ce pari.

- **Excellences, Mesdames et Messieurs,**

Je terminerai mon propos de ce jour avec la **citation du Pape François** qui disait, en novembre 2014 lors de la **2^{ème} Conférence Internationale sur la Nutrition (CIN2)**; et je cite : **« les affamés ne demandent pas l'aumône seulement de la dignité ... que les besoins vitaux de tous et de chacun soient assurés parce que tous, nous sommes vraiment responsables de tous, en vertu même de la destination universelle des ressources de la terre »**. Fin de citation.

Je voudrais, donc au nom du **Président de la République, Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA**, réitérer notre gratitude au Président du Conseil d'Administration et au

Directeur Exécutif du PAM ainsi qu'à tous ceux qui nous accompagnent dans le cadre de cette lutte contre la faim et la malnutrition.

Je voudrais notamment citer outre **le PAM, la FAO et le FIDA**. Il ne fait pas de doute qu'avec la volonté qui nous anime, soutenus par les mécanismes institutionnels mis en place, **nous réussirons le pari de l'atteinte de l'ODD2 à l'horizon 2030.**

Je vous remercie de votre aimable attention.